



# Règles générales pour la référence à l'accréditation et aux accords de reconnaissance internationaux

GEN REF 11 - Révision 08

LA VERSION ELECTRONIQUE FAIT FOI





## SOMMAIRE

1. OBJET .....	3
2. REFERENCES ET DEFINITIONS.....	3
2.1. Références.....	3
2.2. Abréviations et définitions.....	3
3. DOMAINE D'APPLICATION .....	4
4. MODALITES D'APPLICATION.....	4
5. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EDITION PRECEDENTE .....	4
6. MARQUES D'ACCREDITATION.....	5
6.1. Les marques d'accréditation du Cofrac.....	5
6.2. La reconnaissance internationale liée aux marques d'accréditation.....	7
7. DROITS D'USAGE.....	7
7.1. Droits d'usage du logo Cofrac.....	7
7.2. Droits d'usage des marques d'accréditation.....	7
7.3. Cas des candidats à l'accréditation.....	8
7.4. Cas des clients des OEC accrédités.....	8
7.5. Suspension ou retrait d'accréditation.....	9
7.6. Droit d'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA .....	9
8. REGLES DE REPRODUCTION DE LA MARQUE D'ACCREDITATION ...	9
8.1. Règles générales.....	9
8.2. Accréditations multi-activités.....	10
8.3. Accréditation multi-sites .....	10
8.4. Emploi par les clients d'un OEC accrédité.....	11
9. REFERENCE TEXTUELLE A L'ACCREDITATION ET AUX ACCORDS DE RECONNAISSANCE INTERNATIONAUX.....	11
10. SUPPORTS FAISANT REFERENCE A L'ACCREDITATION ET AUX ACCORDS DE RECONNAISSANCE INTERNATIONAUX .....	12
10.1. Papier à en-tête et courriers électroniques.....	12
10.2. Rapports.....	12
10.3. Etiquettes apposées sur les produits.....	13
10.4. Brochures, sites internet et autres supports de communication.....	13
11. UTILISATION D'UNE LANGUE ETRANGERE.....	14
12. CAS D'UTILISATION ABUSIVE DE LA MARQUE COFRAC ET SANCTIONS .....	14



## 1. OBJET

Ce document vise à définir les droits et règles d'utilisation du logo du Cofrac, des marques d'accréditation du Cofrac et des marques combinées IAF MLA et ILAC MRA. Par extension, il traite également le cas de la référence textuelle à l'accréditation et aux accords de reconnaissance internationaux en matière d'accréditation.

## 2. REFERENCES ET DEFINITIONS

### 2.1. Références

Ce document prend en compte les documents internationaux suivants :

- NF EN ISO/IEC 17011 : Exigences pour les organismes d'accréditation procédant à l'accréditation d'organismes d'évaluation de la conformité
- EA-3/01 : Conditions d'EA pour l'utilisation des marques d'accréditation, des logos et autres références à l'accréditation et pour la référence au statut de signataire des MLA
- EA-2/13 : Accréditation transfrontalière EA
- ILAC P8 : Exigences supplémentaires pour l'utilisation des marques d'accréditation et la référence au statut d'accrédité par les organismes d'évaluation de la conformité accrédités
- ILAC R7 : Règles pour l'utilisation de la marque ILAC MRA
- IAF ML2 : Principes généraux pour l'utilisation de la marque IAF MLA
- Résolutions IAF n°2015-14, n°2017-19 et n°2018-13 relatives aux certifications respectivement de systèmes de management, de personnes et de produits.

### 2.2. Abréviations et définitions

Pour les besoins du présent document, les définitions suivantes s'appliquent :

- **OEC (organisme d'évaluation de la conformité)** : entité juridique accréditée ou candidate à l'accréditation qui fournit l'une des activités d'évaluation de la conformité listées dans le tableau du §6.1.
- **Rapport** : désigne tout document émis par l'OEC résultant de l'activité d'évaluation de la conformité. Exemples : certificat, attestation, constat de vérification, compte rendu d'examen.
- **Logo Cofrac** : marque semi-figurative incluant le vocable « Cofrac » :



- **Marque d'accréditation** : marque semi-figurative composée par combinaison du logo Cofrac et d'une indication de l'activité d'évaluation de la conformité couverte par l'accréditation.

Exemple :





- **Marque Cofrac** : terme générique incluant l'acronyme, le logo et l'ensemble des marques d'accréditation du Cofrac, tels que déposés à l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI).
- **Marques combinées IAF MLA et ILAC MRA** : marques semi-figuratives composées par combinaison de la marque d'accréditation et des marques des accords multilatéraux de reconnaissance internationale d'IAF et d'ILAC. Exemples :



- **Logo de l'OEC** : logotype de l'OEC, utilisé ou non en combinaison avec le libellé de sa raison sociale, permettant d'identifier l'OEC.
- **Marque de certification** : marque que l'OEC autorise son client à utiliser pour une certification donnée. La marque de certification déposée peut parfois être le logo de l'OEC.
- **Référence textuelle à l'accréditation** : référence par un OEC à son statut d'organisme accrédité sans utilisation de la marque d'accréditation.

### 3. DOMAINE D'APPLICATION

Ce document est applicable aux entités accréditées ou candidates à l'accréditation.

Il s'applique à tout support (écrit, électronique ou audio-visuel) faisant référence à l'accréditation.

### 4. MODALITES D'APPLICATION

Cette version du document est applicable à compter du 1er mai 2020. Elle annule et remplace la version précédente.

La mise en conformité avec les nouvelles dispositions du paragraphe 7.2, relatives à l'obligation pour les OEC de rendre sous accréditation les rapports relevant de leur portée, devra être effective au 1er novembre 2020.

Ce délai ne s'applique pas aux organismes de certification de systèmes de management et de personnes, pour lesquels ces exigences s'appliquaient déjà.

Le délai de transition pour les organismes de certification de produits est spécifié au §7.2.

### 5. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EDITION PRECEDENTE

Les modifications de fond sont marquées par un trait vertical en marge gauche.

Les modifications apportées sont principalement liées à la prise en compte des nouvelles exigences internationales mentionnées dans les documents EA 3/01 et ILAC P8.

Les principales modifications portent sur :

- § 6.1 : la reformulation des critères permettant de considérer un rapport comme rendu sous accréditation.









- §7.2 : l'obligation pour les OEC de rendre sous accréditation les rapports relevant de leur portée, sauf exceptions.
- §7.4 : l'interdiction d'utilisation de la marque d'accréditation par les clients des OEC accrédités sauf exceptions et complément d'exigences pour ces exceptions.
- §8.1 : précision en cas d'accréditation par plusieurs organismes d'accréditation.
- § 8.3 : précision concernant l'obligation de faire référence à la liste des sites de l'organisme accrédité.
- § 9 : précision concernant la référence textuelle à l'accréditation.
- § 10.1 : le retrait d'un paragraphe concernant les courriers relevant de la portée lorsque les résultats ne sont pas rendus sous accréditation.
- § 10.2.1 : la suppression d'exigences spécifiques qui ne portent pas sur l'utilisation de la marque.
- §12 : obligation pour les OEC d'informer le Cofrac des défauts d'utilisation de la marque d'accréditation ou du logo Cofrac rencontrés.

## 6. MARQUES D'ACCREDITATION








### 6.1. Les marques d'accréditation du Cofrac

Les marques d'accréditation du Cofrac sont liées à l'activité d'évaluation de la conformité (ci-après désignée « activité ») pour laquelle l'accréditation a été octroyée.

Le tableau suivant recense les marques actuellement en vigueur :

Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation	Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation
* Essais ( <i>Testing</i> ) NF EN ISO/IEC 17025		* Certification de systèmes de management ( <i>Management Systems Certification</i> ) NF EN ISO/IEC 17021-1	
* Etalonnage ( <i>Calibration</i> ) NF EN ISO/IEC 17025		* Certification de personnes ( <i>Persons Certification</i> ) NF EN ISO/IEC 17024	
* Inspection ( <i>Inspection</i> ) NF EN ISO/IEC 17020		* Certification de produits et services ( <i>Products and Services Certification</i> ) NF EN ISO/IEC 17065	



Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation	Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation
* Organisation de comparaisons interlaboratoires ( <i>Interlaboratory Comparisons</i> ) NF EN ISO/IEC 17043		Vérification environnementale ( <i>EMAS</i> ) Règlement (CE) n° 1221/2009	
Production de matériaux de référence ( <i>Reference Materials</i> ) NF EN ISO 17034		* Validation et vérification des déclarations d'émissions de gaz à effet de serre ( <i>Greenhouse Gas</i> ) NF EN ISO 14065	
* Examens médicaux ( <i>Medical Examinations</i> ) NF EN ISO 15189		Qualification d'entreprises ( <i>Qualification of organisations</i> ) NF X50-091	
Cf. §8.2			

\* cf. paragraphe 6.2

Les fichiers correspondant aux marques d'accréditation utilisables par l'OEC accrédité lui sont délivrés lors de l'octroi de l'accréditation pour l'activité concernée. L'OEC faisant usage des marques d'accréditation doit respecter les conditions énoncées dans le présent document, y compris la charte graphique présentée en annexe.

Seuls les rapports (tel que défini au §2.2) portant la marque d'accréditation ou une référence textuelle à l'accréditation identifiant l'organisme d'accréditation (Cofrac), le numéro d'accréditation et l'activité sont réputés couverts par l'accréditation. Seuls ces rapports sont présumés conformes à la norme d'accréditation correspondante (cf. tableau ci-dessus) pour les prestations réalisées.

Le contenu des rapports émis par les OEC reste de leur pleine et entière responsabilité.





## 6.2. La reconnaissance internationale liée aux marques d'accréditation

Le Cofrac est signataire des accords de reconnaissance multilatéraux d'EA<sup>1</sup> et/ou d'ILAC<sup>2</sup> et/ou d'IAF<sup>3</sup> pour les activités marquées du symbole \* dans le tableau présenté au §6.1.

Les attestations d'accréditation émises par le Cofrac font référence à son statut de signataire des accords multilatéraux d'EA, le cas échéant.

Les organismes d'accréditation signataires des accords pour une activité donnée reconnaissent comme dignes de confiance les rapports couverts par l'accréditation des autres organismes d'accréditation signataires des accords pour l'activité en question.

L'obtention de l'accréditation pour une activité pour laquelle le Cofrac est signataire d'un accord de reconnaissance international ouvre à l'OEC la possibilité d'utiliser les marques combinées ILAC MRA ou IAF MLA, dans les conditions spécifiées au §7.6.

*Nota bene* : Les informations concernant le périmètre et les signataires des accords de reconnaissance étant susceptibles d'évoluer en fonction des évaluations par les pairs réalisées par EA, ILAC et IAF, le lecteur est invité à consulter les documents correspondants sur les sites Internet respectifs de ces organisations.

Cf. notamment :

- EA INF/03 : Signatories to the EA Multi-Lateral and Bilateral Agreements, accessible sur [www.european-accreditation.org](http://www.european-accreditation.org) rubrique "Publications/ Information and promotional documents";
- Signatories to the ILAC Arrangements, accessible sur [www.ilac.org](http://www.ilac.org) rubrique "ILAC MRA and signatories" et
- IAF MLA MC17 : IAF MLA Committee Members, accessible sur [www.iaf.nu](http://www.iaf.nu) rubrique "IAF MLA".

## 7. DROITS D'USAGE

La marque Cofrac est déposée à l'INPI et protégée. Les marques ILAC MRA et IAF MLA sont également des marques déposées et protégées. Toute personne faisant l'usage illicite de ces marques s'expose à des poursuites judiciaires.

### 7.1. Droits d'usage du logo Cofrac

L'usage du logo Cofrac seul est réservé au Comité Français d'Accréditation, par exemple sur les attestations d'accréditations et les courriers échangés, et à ses évaluateurs, dans le cadre exclusif des missions d'évaluation qui leur sont confiées.

### 7.2. Droits d'usage des marques d'accréditation

Les marques d'accréditation sont utilisables uniquement par l'OEC accrédité, et en relation avec les activités objet de sa portée d'accréditation, dans la mesure où l'accréditation est en vigueur, et dans le respect des règles spécifiées dans ce document (notamment §8 à 11).

Hors cas traité au §7.4, le droit d'usage des marques d'accréditation accordé à l'OEC accrédité ne peut être transmis par ce dernier à un tiers ni à titre gratuit ni à titre onéreux.

<sup>1</sup> European cooperation for Accreditation

<sup>2</sup> International Laboratory Accreditation Cooperation

<sup>3</sup> International Accreditation Forum



Lorsque le client demande à un OEC une activité d'évaluation de la conformité qui est couverte par la portée d'accréditation de ce dernier, il attend implicitement que le rapport concerné lui soit délivré sous accréditation.

Un OEC<sup>4</sup> doit donc rendre sous accréditation les rapports relevant de prestations dans sa portée d'accréditation, sauf accord contractuel documenté entre le client de la prestation et l'OEC autorisant ce dernier à rendre le rapport hors accréditation. Dans ce cas, l'OEC doit informer son client que les rapports ne sont pas rendus sous accréditation et ne sont par conséquent ni présumés conformes au référentiel d'accréditation ni couverts par les accords de reconnaissance internationaux.

Toutefois, l'émission hors accréditation de rapports sur des prestations incluses dans la portée d'accréditation est interdite dans chacune des situations suivantes :

- lorsque l'accréditation est rendue obligatoire (réglementairement ou contractuellement) ou lorsque les rapports sont mis à disposition ou envoyés à des tiers (le public ou les autorités), sauf exigence légale ou réglementaire contraire,
- pour les organismes de certification de systèmes de management, de produits et de personnes.

### 7.3. Cas des candidats à l'accréditation

En dehors de situations particulières prévues par la loi ou par des dispositions spécifiques du Cofrac, la diffusion par les OEC d'informations concernant une demande d'accréditation initiale ou d'extension, et dont la formulation pourrait laisser croire que l'accréditation est sur le point d'être acquise, est interdite.

### 7.4. Cas des clients des OEC accrédités

Les clients des OEC accrédités ne sont pas autorisés à utiliser la marque d'accréditation (en dehors de la reproduction intégrale des documents que l'OEC leur a émis, notamment les rapports), à l'exception des organismes certifiés par des organismes certificateurs accrédités pour des activités de certification de Systèmes de Management ou de Produits.

Pour ces exceptions, l'organisme de certification est responsable de la référence à l'accréditation faite par ses clients. Il doit établir des règles et modalités de contrôle pour que la référence à l'accréditation soit faite dans des conditions loyales, conformément aux règles du présent document et ne nuisant pas à l'image de l'accréditation et du Cofrac.

Il revient à l'OEC :

- de fournir à ses clients les instructions nécessaires pour prévenir toute erreur d'interprétation ou allégation erronée par le tiers en question, concernant notamment le bénéficiaire de l'accréditation et la signification de l'accréditation,
- de signaler à ses clients tout mauvais usage ou usage abusif de la référence à l'accréditation de leur part, constaté par l'OEC ou porté à sa connaissance,
- et de prendre toute action appropriée en cas d'usage erroné.

En particulier :

- La marque d'accréditation doit être accompagnée du logo ou du nom de l'organisme de certification accrédité (ou sa marque de certification concernée, le cas échéant).

<sup>4</sup> Les organismes de certification de produits disposent d'une période de transition qui arrivera à échéance le 31/10/2021 pour émettre ou réémettre l'ensemble de leurs certificats sous accréditation





- Une entreprise certifiée ne doit être autorisée à reproduire la marque d'accréditation que si le certificat délivré sous accréditation est en cours de validité.
- Une entreprise dont le système de management est certifié par un organisme certificateur accrédité ne doit pas être autorisée à reproduire la marque d'accréditation sur les produits (y compris leurs emballages).

## 7.5. Suspension ou retrait d'accréditation

Les conséquences d'une suspension ou d'un retrait d'accréditation sur l'usage des marques d'accréditation sont traitées dans le document GEN PROC 03.

## 7.6. Droit d'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA

L'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA est réservé aux OEC accrédités qui en ont fait la demande au Cofrac et après l'autorisation expresse de ce dernier.

Ce droit d'usage ne peut être octroyé que pour les pays dans lesquels les marques ILAC MRA et IAF MLA sont déposées. L'utilisation des marques est limitée aux supports relatifs aux activités pour lesquelles le Cofrac est signataire des accords de reconnaissance.

L'accord du Cofrac est matérialisé par la transmission à l'OEC des marques combinées correspondantes, après réception de l'engagement du demandeur sur les conditions d'utilisation des marques (cf. formulaires GEN FORM 41 et GEN FORM 42 respectivement pour les marques combinées ILAC MRA et IAF MLA, disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)).

Les règles générales associées à la reproduction des marques d'accréditation s'appliquent pour les marques combinées ILAC MRA et IAF MLA.

L'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA par les clients des OEC est interdit.

# 8. REGLES DE REPRODUCTION DE LA MARQUE D'ACCREDITATION

## 8.1. Règles générales

La présentation des documents où est reproduite la marque d'accréditation ne doit prêter à confusion ni sur l'entité bénéficiaire de l'accréditation, ni sur la portée de l'accréditation, ni sur le ou les site(s) couvert(s) par l'accréditation, ni sur l'état de validité de l'accréditation. De même, les supports utilisés doivent toujours se rapporter sans ambiguïté à l'entité accréditée.

La marque d'accréditation doit toujours être reproduite avec les éléments suivants :

- a) le logo ou le nom de l'OEC accrédité (tel qu'il est désigné dans l'attestation d'accréditation) ;
- b) son ou ses numéros d'accréditation ;
- c) une référence à sa portée d'accréditation :
  - « Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » ou,
  - pour les laboratoires d'étalonnage, la référence à la chaîne nationale d'étalonnage, lorsque cela est possible et après accord préalable et écrit du Cofrac.
  - pour les OEC multi-sites, « Liste des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » (voir § 8.3).



Ces différents éléments doivent être visibles simultanément, sur une même page, quel que soit le support ou document utilisé (écrit, électronique ou audiovisuel). Les éléments b) et c) doivent être accolés à la marque d'accréditation. L'organisme pourra s'inspirer des exemples donnés aux §8.2 et 8.3. Lorsqu'un OEC dispose de plusieurs accréditations, il est admis que les numéros d'accréditation soient regroupés sur la page suivante ou sur une autre page du même document.

La marque d'accréditation reproduite doit respecter les exigences de la charte graphique figurant en annexe du présent document, être homothétique à l'original et être lisible.

La marque d'accréditation doit être reproduite dans des dimensions (surface) inférieures à celles du logo (ou à défaut, du nom) de l'OEC. La mise en page ne doit pas laisser de doute sur l'identité de l'émetteur du document.

La reproduction en relief ou à partir de tampons encres est autorisée dès lors qu'elle respecte les règles définies dans le présent document.

La marque d'accréditation ne peut être reproduite sur des documents de l'OEC que s'ils se rapportent au moins en partie à des activités dans sa portée d'accréditation.

Lorsque le support sur lequel est reproduite la marque traite à la fois d'activités couvertes par l'accréditation et d'activités non couvertes par l'accréditation, il doit permettre de distinguer aisément les activités accréditées des autres activités. Par exemple, dans les rapports d'essais, une mention du type « *Seuls les résultats précédés du signe \* sont couverts par l'accréditation* » peut être employée.

Lorsque les documents et supports de communication de l'OEC accrédité portent une marque commerciale ou une référence d'appartenance à un groupe/groupement/réseau, l'apposition de la marque d'accréditation ne doit pas laisser penser, par exemple par le positionnement ou les dimensions des logos, que l'accréditation est associée à la marque commerciale ou au groupe/groupement/réseau dans son ensemble.

En cas d'accréditation par plusieurs organismes d'accréditation, l'apposition des différentes marques d'accréditation sur un même rapport est possible, dès lors qu'elle respecte les règles définies dans le présent document, et qu'à chaque activité ne soit associée sur ce rapport qu'une seule marque d'accréditation.

## 8.2. Accréditations multi-activités

Un OEC bénéficiant d'accréditations au titre de différentes activités a la possibilité d'utiliser la marque d'accréditation Multi-activités. Dans ce cas, doivent y être accolés l'indication des activités, les numéros d'accréditation et la référence aux portées d'accréditation correspondantes. Exemple :



Essais / Accréditation n°1-9999  
Etalonnage / Accréditations n°2-9998 et 2-9999  
Inspection / Accréditation n°3-9999  
Examens médicaux / Accréditation n°8-9999  
Portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

L'usage de la marque Multi-activités n'est pas autorisé sur les rapports.

## 8.3. Accréditation multi-sites

Si l'OEC accrédité opère à partir de plusieurs sites (implantations, ateliers...), il ne peut faire référence à l'accréditation que pour les prestations effectuées par le ou les sites qui sont inclus dans le périmètre



d'accréditation. Pour un OEC disposant d'au moins un site non couvert par l'accréditation, quand un document commun est délivré par cet OEC, il doit comporter un avertissement imprimé à proximité de la marque d'accréditation, tel que : « Liste des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) ». Exemples :



Accréditation n°3-9999

Liste des implantations et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Un organisme bénéficiant, pour une même activité, d'accréditations pour différents sites (implantations, ateliers...) est autorisé à reproduire la marque d'accréditation en y accolant les numéros correspondants aux différentes accréditations et une information permettant d'identifier la portée de l'accréditation. Exemple :



Accréditations n°1-8888 et 1-9999

Listes des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

#### 8.4. Emploi par les clients d'un OEC accrédité

La reproduction, par le client de l'OEC accrédité (tel qu'autorisé au §7.4), de la marque d'accréditation en combinaison avec le logo de l'OEC accrédité, ou avec sa marque de certification concernée, s'entend à proximité immédiate et visible simultanément, la marque d'accréditation étant reproduite dans des proportions inférieures à celles du logo de l'OEC ou de sa marque de certification concernée.

Pour les étiquettes apposées sur les produits et équipements, se reporter au §10.3.

### 9. REFERENCE TEXTUELLE A L'ACCREDITATION ET AUX ACCORDS DE RECONNAISSANCE INTERNATIONAUX

Les droits d'usage et règles de reproduction de la marque s'appliquent (sauf cas particulier traité dans le paragraphe 10.4).

De plus, l'activité concernée par l'accréditation doit être indiquée. Exemple :

« *Accréditation Cofrac Inspection, n°3-9999, liste des implantations et portée disponibles sous [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).* »

La référence aux accords de reconnaissance internationaux n'est autorisée que pour les activités pour lesquelles le Cofrac est effectivement signataire desdits accords. Exemple :

« *Le Cofrac est signataire des accords de reconnaissance mutuels de l'EA pour l'activité d'étalonnage.* »

Dès lors qu'il est question d'évaluation de la conformité, le terme « accréditation » se réfère automatiquement à l'accréditation délivrée par un organisme d'accréditation. En France, conformément au décret 2008-1401 du 19 décembre 2008, cet organisme est le Cofrac. En conséquence, les règles de référence à l'accréditation définies dans le présent document s'appliquent même si le Cofrac n'est pas nommément cité.



## 10. SUPPORTS FAISANT REFERENCE A L'ACCREDITATION ET AUX ACCORDS DE RECONNAISSANCE INTERNATIONAUX

### 10.1. Papier à en-tête et courriers électroniques

La reproduction des marques d'accréditation par les OEC accrédités est autorisée sur les papiers à en-tête et courriers électroniques, utilisés dans le respect des droits et règles d'usage spécifiés aux paragraphes précédents (§7 à 9).

En particulier, l'apposition de la marque d'accréditation ou la référence textuelle à l'accréditation n'est pas autorisée si le courrier (devis, accompagnement d'un rapport, facture liée à une prestation, etc.) est sans rapport avec l'activité couverte par l'accréditation.

Il n'est pas autorisé de faire référence aux accords de reconnaissance internationaux sur les papiers à en-tête et courriers électroniques.

### 10.2. Rapports

Le Cofrac encourage les OEC à faire référence aux accords de reconnaissance internationaux, pour les rapports concernant des prestations dans la portée d'accréditation, dès lors qu'ils respectent les règles d'usage spécifiées aux paragraphes précédents (§ 7 à 9).

Seuls peuvent être rapportés sous accréditation les résultats de prestations pour lesquelles l'OEC était accrédité au moment de leur exécution. L'exécution inclut les étapes allant de la revue de contrat à la délivrance du rapport. Pour le cas particulier des organismes de certification, se reporter au §10.2.2.

Sauf règles spécifiques définies par le Cofrac dans les documents sectoriels, lorsqu'un OEC accrédité a sous-traité des prestations à un autre organisme, il peut rapporter les résultats du sous-traitant comme couverts par l'accréditation dans son propre rapport à condition que :

- le sous-traitant ait donné son accord pour inclure les résultats concernés dans le rapport de l'OEC qui les lui a sous-traités ;
- le sous-traitant ait délivré un rapport faisant apparaître les résultats comme couverts par une accréditation délivrée par un organisme signataire des accords de reconnaissance internationaux.

Dans le cas d'accréditations d'organisations en réseau, les rapports doivent être émis au nom de l'entité légale détentrice de l'accréditation, telle que désignée dans l'attestation d'accréditation, sans présence des logos ou marques propres aux membres du réseau. Les rapports ne doivent laisser aucun doute sur l'identité de l'entité détentrice de l'accréditation. Dans le cas particulier des organisations multi-sites internationales, les rapports doivent également spécifier l'adresse de l'entité légale détentrice de l'accréditation en plus de son nom.

#### 10.2.1. Cas spécifiques aux laboratoires d'essais et d'étalonnage

Lorsque des conclusions, avis ou interprétations sont communiqués en plus des résultats et ne sont pas couverts par l'accréditation, ceux-ci doivent être clairement identifiés comme tels sur le rapport.

#### 10.2.2. Cas spécifiques aux organismes certificateurs

Un organisme certificateur ayant une accréditation en vigueur est autorisé à (ré)émettre sous accréditation un certificat reposant sur une opération d'évaluation réalisée antérieurement à la prise d'effet de l'accréditation pour l'activité en question, aux strictes conditions suivantes :



- Il s'est assuré que tous les critères d'accréditation en vigueur ont bien été respectés. Cette vérification doit être documentée et sa justification transmise au Cofrac pour accord préalable à l'émission du/des certificats ;
- La date de prise d'effet des certificats ne peut pas être antérieure à la date de prise d'effet de l'accréditation ou de la levée de la suspension de l'accréditation ;
- La liste des certificats concernés et les enregistrements ayant permis de justifier du respect des critères d'accréditation sont conservés et tenus à disposition pour les évaluations suivantes du Cofrac et toute contestation éventuelle.

Cette possibilité ne s'applique pas au cas :

- des accréditations initiales et extensions pour les opérations réalisées avant la date à laquelle la recevabilité de la demande d'accréditation pour l'activité de certification concernée a été prononcée ;
- des levées de suspension d'accréditation pour :
  - o les opérations réalisées avant l'acceptation par le Cofrac des plans d'actions décidés pour remédier aux écarts ayant justifié la suspension d'accréditation ;
  - o les opérations réalisées pendant une période de suspension volontaire de l'accréditation.

### 10.3. Etiquettes apposées sur les produits

L'apposition, sur des produits<sup>5</sup>, d'étiquettes portant une marque d'accréditation est autorisée en combinaison avec le logo ou le nom de l'organisme accrédité et son numéro d'accréditation, dans les conditions spécifiées ci-après, pour les marques suivantes :

- Cofrac Etalonnage
- Cofrac Inspection
- Cofrac Production de Matériaux de Référence
- Cofrac Certification de Produits et Services.

La marque ne peut figurer sur l'étiquette que si l'objet a été étalonné ou inspecté sous accréditation, si le matériau de référence a été produit sous accréditation ou si le produit résulte d'une certification couverte par l'accréditation.

Il ne doit pas y avoir d'ambiguïté, ni sur le détenteur de l'accréditation, ni sur la nature de l'opération réalisée sous accréditation, ni sur la signification de l'accréditation. En particulier, l'étiquette ne doit pas suggérer que le produit a été contrôlé ou approuvé par le Cofrac.

Pour les objets ayant fait l'objet d'un étalonnage ou d'une inspection sous accréditation, l'étiquette doit en outre comporter la date de l'étalonnage/de l'inspection et le n° du rapport correspondant.

Lorsque l'organisme ne peut démontrer qu'il appose lui-même l'étiquette sur l'objet ou que le rapport circule toujours avec l'objet, l'étiquette doit en plus comporter l'identification de l'objet.

Pour les matériaux de référence produits sous accréditation, l'étiquette doit en outre comporter la désignation du matériau et son n° de lot, ainsi que le n° du certificat correspondant.

### 10.4. Brochures, sites internet et autres supports de communication

La reproduction des marques d'accréditation ou la référence textuelle à l'accréditation sur les brochures, sites internet et supports de communication est autorisée pour les OEC accrédités, dans le respect des droits et

<sup>5</sup> Le terme 'produit' désigne de façon générique les objets étalonnés ou inspectés, les matériaux de référence produits ou les produits certifiés





règles d'usage spécifiés aux paragraphes précédents (§7 à 9). En particulier, le contenu des supports doit être lié au moins en partie aux activités accréditées.

Demeurent toutefois exclus de cette possibilité les supports à caractère publicitaire de type gadget (stylos, casquettes...) ainsi que les cartes de visites nominatives.

Un support de communication peut faire référence à l'accréditation sans obligation de citer le(s) numéro(s) d'accréditation si :

- il décrit les activités de l'OEC en termes généraux, et
- le lecteur peut aisément et sans ambiguïté retrouver la portée de l'(des) accréditation(s) dudit OEC sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) à partir des seules informations fournies sur le support, et
- la référence à l'accréditation est uniquement textuelle (cf. §9).

## 11. UTILISATION D'UNE LANGUE ETRANGERE

La marque Cofrac ne se traduit pas. Toutefois, l'activité peut être précisée à proximité en langue locale (cf. tableau §6.1 pour la version anglaise).

Quelle que soit la langue utilisée dans les documents liés à une prestation accréditée (offre, rapport,...), l'OEC accrédité doit conserver une version de référence rédigée en français ou en anglais, ou dans une version bilingue dont l'une des deux langues doit être le français ou l'anglais.

Le texte faisant référence à l'accréditation doit être intégralement traduit. Pour information, « Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » se traduit en anglais « Scope available on [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) ».

## 12. CAS D'UTILISATION ABUSIVE DE LA MARQUE COFRAC ET SANCTIONS

Sont considérées comme utilisations abusives :

- l'usage du logo Cofrac et des marques d'accréditation sans autorisation,
- l'utilisation de marques ou références textuelles de nature à induire en erreur le lecteur, quant au bénéficiaire de l'accréditation, à la portée de cette accréditation, à la validité de l'accréditation, au statut de signataire des accords de reconnaissance internationaux ou aux activités couvertes par ces accords.

Un OEC accrédité constatant une mauvaise utilisation ou un usage abusif de la marque d'accréditation ou du logo Cofrac, de sa part ou de celle d'un tiers, doit en informer le Cofrac.

En cas d'utilisation abusive de la marque Cofrac ou de la référence textuelle à l'accréditation, le Cofrac prend les sanctions adaptées à la situation rencontrée pouvant inclure l'obligation d'actions de communication et/ou de rappel de rapports et documents publicitaires.

A titre conservatoire ou devant le refus d'obtempérer aux actions et rectifications demandées, le Cofrac peut procéder à la suspension de l'accréditation, au retrait d'accréditation ou à l'arrêt de l'instruction d'une demande d'accréditation. Dans tous les cas, le Cofrac se réserve le droit d'intenter toute action contentieuse s'il constate le refus d'obtempérer et/ou la persistance de l'usage abusif de la marque Cofrac ou de la référence à l'accréditation.





## Annexe : charte graphique



### Couleurs en tons directs

Bleu pantone 300 - Rouge pantone 185

### Couleurs en quadrichromie

Bleu : cyan 100% + magenta 45% - Rouge : magenta 91% + jaune 76%

### Typographie du logotype

Futura bold condensé justifié

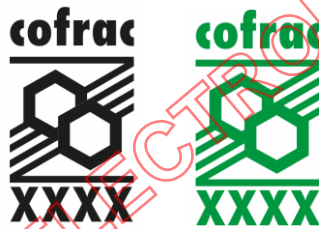
(XXXX correspond au libellé de l'activité telle que définie au §6.1 présent document.)

### Typographie des mentions associées

La police à utiliser pour les mentions telles que « Accréditation n° » et « Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » reste du libre choix de l'OEC accrédité.

### Usages particuliers

Si le logotype n'est pas utilisé dans ses couleurs référencées, il pourra être présenté en noir et blanc ou dans la couleur dominante du logo de l'OEC. Exemples :



Pour un usage en inversion, la marque sera présentée en blanc sur noir ou sur la couleur dominante du logo de l'OEC, en respectant les règles du présent document et aux frais de l'OEC. Exemples :



Le Cofrac fournit lors de l'accréditation initiale les logos en quadrichromie, noir sur blanc, rouge sur blanc, et blanc sur bleu aux formats .jpeg et .eps. Pour toute autre couleur que celles précitées fournies par le Cofrac, l'OEC pourra faire réaliser une variante dans la couleur dominante de son propre logo en respectant les règles du présent document et à ses frais.